Hardyns, Ferdinand

Les syndicats professionnels dans le...

Gand

1904

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

Hardyns, Ferdinand
Les syndicats professionnels dans le mouvement ouvrier, par Ferdinand Hardyns ... Gand, 1904.
32 p. 17 cm in 20 cm.

Vol. of pamphlets.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 9:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 12-9-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 30048

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

dans le mouvement ouvrier

PAR

Ferdinand HARDYNS

Ouvriers de tous pays, de toutes
les professions, unissez-vous !

Prix : 5 centimes

GAND
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29

1904

LES
SYNDICATS PROFESSIONNELS
dans le mouvement ouvrier

PAR

Ferdinand HARDYNS

Ouvriers de tous pays, de toutes
les professions, unissez-vous !

Prix : 5 centimes

GAND
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29
—
1904

Les Syndicats professionnels dans le mouvement ouvrier

Les syndicats professionnels ont pris une place considérable et même prépondérante dans le mouvement ouvrier, quoiqu'on pense de leur rôle dans le présent et dans l'avenir.

Le travail des syndicats professionnels de tous les pays devient de plus en plus important et ce qui n'est pas à négliger, c'est qu'ils suivent le chemin qui mène vers le socialisme pur.

Ce fait n'a rien qui nous étonne. Tout mouvement ouvrier est poussé vers le socialisme, d'une façon logique et irrésistible. Toutes les tentatives faites pour créer des syndicats libéraux, catholiques ou neutres échouent. Les faits sont si éloquents, ils déclarent d'une façon si brutale l'existence de la lutte des classes, ils démontrent si clairement que le bien-être et le bonheur des ouvriers sont inconciliables avec le capitalisme, que les syndicats s'acheminent lentement, mais sûrement vers le socialisme, comme vers le Messie qui leur promet la délivrance.

C'est ce que nous démontrerons dans la présente brochure.

Les Syndicats professionnels et la lutte des classes

Le mouvement en Hollande. — L'intervention du gouvernement

Le premier semestre 1903 fera époque dans les annales du mouvement ouvrier hollandais, et occupera même une place importante dans l'histoire du prolétariat international.

Si Jacoby, le démocrate allemand, vivait encore, il

pourrait dire pour la Hollande ce qu'il écrivait un jour pour la Belgique : *Pour l'historien futur, ce mouvement de la classe ouvrière, cette lutte sociale sera de plus d'importance que la bataille de Sadowa.*

Telle est la vérité absolue.

Qu'est-il arrivé en Hollande ?

Nous racontons sommairement les faits. Au mois de Janvier dernier, les corporations ouvrières, appelées « Veemen » cessèrent le travail à Amsterdam. Ces « veemen » ressemblent assez bien aux « nations », qui sont si nombreuses au port d'Anvers.

La lutte des ouvriers était légitime, et rencontrait la sympathie du monde ouvrier.

Comme toujours, la lutte était pénible, et rendue plus difficile par l'enrôlement de supplanteurs.

Les marchandises étaient chargées et déchargées, et les ouvriers allaient perdre la bataille. C'est alors qu'intervint un autre facteur. Ce facteur imprévu, ou tout au moins inattendu, c'était le personnel de la Société des chemins de fer néerlandais. (H. IJ. S. M.)

« Les marchandises sont encore chargées et déchargées, disaient ces ouvriers, mais elles ne seront plus transportées. Nous soutiendrons nos frères en lutte. »

Les ouvriers des chemins de fer, unanimes, cessèrent tout à coup le travail.

Le coup fut écrasant pour la bourgeoisie. Elle n'avait jamais vu ni attendu cela.

« Tout le rouage s'arrête quand votre bras puissant le veut », cette phrase lui était toujours apparue comme vide de sens, inventée par les rêveurs et par les exaltés socialistes. Et voilà que les ouvriers des chemins de fer avaient voulu, et que le rouage s'était arrêté.

Les voyageurs se trouvaient dans ou devant les gares. Ils avaient beau prier, menacer, s'emporter, les trains ne partaient pas.

On arma les troupes, on menaça les ouvriers, on excita les esprits, mais en vain. Le personnel des chemins de fer resta calme, conscient de son droit et de sa force.

Provisoirement, il n'y avait qu'à céder.

Les ouvriers des « veemen » triomphèrent avec le personnel des chemins de fer, qui leur était venu en aide d'une façon si fraternelle et si décisive.

La solidarité des prolétaires avait vaincu.

Nous n'exagérons pas lorsque nous disons que cette belle lutte fut comme un éclair dans le ciel noir du mouvement ouvrier, et qu'il apporta de la lumière dans l'esprit, et de l'espoir dans le cœur de milliers d'esclaves.

Ils ont vu ce qu'ils pouvaient lorsqu'ils sont unis, et avec cette preuve de leur puissance, leur est venue la conviction qu'ils ne sont pas destinés à vivre en esclaves, mais que, s'ils le veulent, ils peuvent conquérir le bien-être, le bonheur et la paix.

* * *

Le beau triomphe des ouvriers hollandais au mois de janvier dernier, qui fit naître l'espoir dans le cœur des prolétaires, a produit une toute autre impression sur la bourgeoisie.

Les capitalistes ont eu peur devant la preuve de la puissance de la classe ouvrière.

Dans cet éclair fugitif ils ont eu la vision de leur chute prochaine, de la destruction de leur force, basée sur les privilèges et sur l'injustice. Avec la conscience de leur faiblesse, s'est éveillé leur mépris, leur haine de la classe ouvrière.

La bourgeoisie s'est préparée à la résistance. Pour elle aussi la leçon ne fut pas perdue.

Et pour les bourgeois la défense contre les ouvriers se résume en ces mots : injustice, arbitraire, cruauté.

La loi contre les grèves

Au 26 février, le ministère hollandais déposa un projet de loi, qui lia la puissance des syndicats professionnels, et fit des supplanteurs une catégorie de protégés de l'état bourgeois.

Voici quelques unes des dispositions de cette loi honteuse :

Toute tentative pour persuader un supplanteur à cesser le travail, sera punie d'une peine maximum de **3 mois de prison et de 200 francs d'amende.** Cette peine sera doublée, si le méfait (?) est commis par deux ou plusieurs **personnes réunies.**

D'après le projet de loi, il n'est pas même nécessaire qu'il y ait grève, pour encourir ces peines.

En temps ordinaire, mettre un ouvrier en garde contre les gate-métiers et contre les supplanteurs, est punissable.

Les présidents des syndicats professionnels peuvent donc s'attendre à être emprisonnés à tout moment.

Les ouvriers des chemins de fer, et ceux attachés à un service public, sont punis, en cas de grève, pour refus de service, d'une peine maximum de **6 mois de prison et de 600 francs d'amende.**

S'il y a entente, les coupables ou les meneurs sont condamnés au maximum à **4 années de prison.**

Si, par suite de grève, le service est interrompu, la peine est portée à **5 années de prison.**

Ceux qui engagent les ouvriers à se mettre en grève, sont coupables d'excitation, et peuvent encourir **5 années de prison** et **600 francs d'amende.**

Le dépôt de ce projet de loi était accompagné d'une proposition du gouvernement, tendant à créer **une brigade des chemins de fer,** qui, en cas de besoin, prendrait la place des grévistes et ferait échouer la lutte.

La création de ce service officiel de supplanteurs est significative.

Elle démontre que les soi-disant services publics de la société actuelle ne sont, au fond, que des services capitalistes.

Mais si le fait de créer officiellement un service de supplanteurs prouve la bassesse des capitalistes et de leur gouvernement, il fournit aussi la preuve de leur faiblesse. Ils s'appuient sur la trahison de quelques travailleurs. Le jour où nous pourrons entraîner la grande majorité des ouvriers dans notre lutte — et ce

jour arrivera — nous sonnerons le glas du régime de l'exploitation capitaliste, du vol et de l'assassinat.

* * *

Cette loi sera-t-elle votée en Hollande? Nous le croyons, nous ne doutons pas un seul instant qu'elle le sera.

Cela est naturel, cela est logique. La bourgeoisie fera tout pour maintenir ses privilèges. Elle calomniera, lancera des injures, opprimera, tuera.

C'est à ces moyens que toutes les classes et tous les partis eurent recours, avant de disparaître; c'est ainsi que procédèrent les marchands d'esclaves et la noblesse féodale, c'est ainsi que fera le capitalisme, légalement aussi longtemps que ce sera possible, illégalement si c'est indispensable.

Ce qui se passe en Hollande le prouve.

Devant la belle solidarité des travailleurs, la bourgeoisie a fait bloc.

La loi de répression a été déposée par un ministère composé de libéraux et de catholiques.

Elle sera votée par les libéraux et par les catholiques, par les conservateurs protestants et catholiques. Elle est soutenue par toute la presse bourgeoise, et si par-ci par-là s'élève une faible protestation dans le camp libéral, elle concerne plutôt la forme que l'esprit de la loi. Ce ne sont d'ailleurs que des exceptions qui confirment la règle.

C'est la lutte des classes dans toute son expression; les armées belligérantes : la classe ouvrière et le capitalisme, se trouvent face à face.

* * *

Jusque maintenant, le mouvement syndical hollandais était neutre. La conduite de la classe régnante a porté le dernier coup à cette neutralité.

Dans leur résistance les ouvriers ont rencontré autre chose que les capitalistes; ils ont été arrêtés par une citadelle formidable : l'état bourgeois.

La force politique des bourgeois n'est pas restée neutre; elle a pris le parti des patrons.

Les troupes furent mobilisées, le meurtre fut préparé, toute la machine législative a été mise en mouvement et la justice n'attend qu'une occasion pour condamner; les portes des prisons sont ouvertes, le service de supplantage sera bientôt officiellement reconnu.

Quelle leçon pour les ouvriers qui croyaient que la lutte pouvait être circonscrite dans les syndicats professionnels et que l'introduction de la politique dans ces syndicats était une fantaisie de quelques meneurs ambitieux.

Et ce n'est pas seulement aux ouvriers aveugles, pour ne pas dire conservateurs, que la leçon s'adresse.

Les ultra-révolutionnaires, les anarchistes, qui étaient parvenus à diriger les syndicats professionnels dans le sens de leur théorie, ont dû se courber devant l'expérience des faits. Eux aussi doivent constater que les ouvriers ne peuvent vaincre le capitalisme, sans lui enlever cette arme redoutable et tranchante, que nous appelons l'Etat.

Ce qui est étrange, c'est que quelques ouvriers, et même beaucoup de travailleurs, n'ont pas voulu de la politique, et qu'avant tout ils l'ont éloignée des syndicats professionnels. Maintenant c'est la politique qui s'empare d'eux, qui menace de dissoudre leurs organisations neutres, qui fait des lois spéciales contre les grévistes, et qui ouvre toutes grandes les portes des prisons, prêtes à recevoir les combattants des syndicats neutres.

Cette leçon est péremptoire, et son influence sur l'élément anarchiste sera grande.

Neutres ou politiques

Les syndicats professionnels doivent-ils être neutres ou avoir une couleur politique?

Avant de répondre, il convient que nous disions nettement ce que nous entendons par *politique*.

Si la politique devait consister en le vieux débat entre cléricaux et libéraux sur la bénédiction des cimetières, sur les comptes des fabriques d'église, sur les scandales des jésuites et les abominations des francs-maçons, nous nous empresserions de dire aux syndicats : laissez-là cette politique, le jeu ne vaut pas la chandelle, et dans tous les cas les intérêts immédiats des ouvriers se trouvent au-dessus de ces disputes sur des questions religieuses qui concernent bien plus l'au-delà que la vie présente.

Mais cette politique-là est celle du passé.

Ce n'était pas une politique de deux classes, dont les intérêts et la manière de voir différaient, mais de deux cliques qui se battaient pour le butin, et se querellaient sur le point de savoir quels sont les moyens les plus efficaces pour opprimer les ouvriers.

Cette politique appartient au passé. Sous l'influence de la question sociale, sous la poussée des travailleurs qui veulent conquérir leur place au soleil, les vieilles querelles clérico-libérales s'oublient.

Les élections sous le régime du suffrage universel tronqué nous ont déja fourni la preuve de cette vérité. Le « plutôt turc que papiste » des libéraux se change vite en « plutôt papiste que rouge ». Dieu est relégué au grenier, et le coffre-fort devient l'autel commun devant lequel se prosternent les capitalistes noirs et bleus.

Et la politique d'aujourd'hui devient ainsi ce qu'elle sera mieux encore demain : *une politique de classe.*

Qui donc en douterait encore après les évènements en Hollande?

Nous ne nous plaignons nullement d'un phénomène qui était prévu depuis un demi-siècle. Nous constatons le fait et nous disons aux ouvriers : Garde à vous!

Prenez-y garde, travailleurs, car si vous gaspillez vos forces et vos énergies à la balançoire clérico-libérale, vous renforcez un des deux partis qui, demain, marcheront unis contre vous et qui puniront votre opposition par le faim, la prison et le plomb.

En votre qualité d'ouvrier, vous n'avez pas le droit de vous soustraire à la politique *comme facteur d'émancibation de votre classe.*

Quelques faits vous le prouveront.

Quel est le but du syndicat professionnel? Améliorer les conditions du travail, augmenter les salaires, faire reconnaître les droits du producteur.

Il s'en suit qu'il entre dans la mission du syndicat de s'opposer à toute loi qui peut exercer une influence défavorable sur les salaires et les moyens d'existence du peuple travailleur.

Comment! le gouvernement met des droits d'entrée sur la farine et sur le bétail, sur le beurre et sur la margarine, sur la chicorée et autres articles nécessaires à la vie, tandis que les objets de luxe restent libres de tout droit; la vie devient plus chère, les salaires sont stationnaires, et le syndicat devrait dire : Nous ne protestons pas, politique à la porte?

Les gendarmeries se multiplient comme des champignons après une nuit d'orage, tandis qu'il nous manque de bonnes écoles professionnelles, et le syndicat devrait se taire?

L'on trouve des millions pour le Congo et pas d'argent pour les pensions des vieux travailleurs, — et il ne resterait au syndicat qu'à dire : Merci, messieurs?

Les ministres et tous ceux qui se logent dans le fromage gouvernemental s'octroient à eux et à leurs fils de gros appointements, tandis qu'ils se refusent obstinément à garantir le minimum de salaire aux ouvriers!

Ou bien le syndicat doit s'occuper de tout cela, ou bien il se condamne à manquer son but : améliorer les conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière.

A certain moment le gouvernement viendrait enchaîner les syndicats, empêcher toute vie syndicale neutre, comme en Hollande, et vous resteriez spectateurs passifs, disant : nous ne voulons rien savoir de la politique?

D'ailleurs, comment peut-on, en s'abstenant de la

politique, songer à introduire ou à améliorer l'inspection du travail, la réglementation des heures de travail, etc.?

Tout cela est trop clair et trop évident pour insister longuement sur ce point.

Ceux qui disent : « Pas de politique dans les associations de métier, » sont précisément d'adroits et malhonnêtes politicailleurs, qui désirent garder en mains l'administration de tous les pouvoirs publics et en écarter soigneusement l'élite de la classe ouvrière.

Pas de politique! ce cri est un non-sens dans la bouche d'un ouvrier.

Pas de politique! — mais enfin, que veulent les travailleurs? Pour le présent, de meilleures lois! Eh bien, s'il en est ainsi, nous nous demandons à bon droit qui, mieux que les élus des ouvriers mêmes, légifèrera dans l'intérêt de ceux-ci?

Mais nous cherchons en vain le moyen de faire élire des représentants à la Chambre et au Sénat, dans les administrations provinciales et communales, si nous ne participons pas aux élections, si nous nous abstenons de faire de la politique.

Le régime capitaliste avec ses bas salaires, ses longues journées de labeur, son travail des femmes et des enfants, son *sweating system* et son travail aux pièces, ses crises de surproduction et de chômage, ses effets néfastes sur le développement physique et moral de l'humanité, ce système capitaliste se reflète dans la législation.

Faites par des capitalistes, les lois leur sont favorables.

Le vol d'un pain par un affamé est puni, l'exploitation inhumaine des femmes et des enfants par un parasite jouisseur s'appelle liberté du travail.

La police qui ne met jamais le pied dans les fabriques où les abus les plus criants se commettent, est à la disposition des fabricants pour sabrer les ouvriers dès qu'ils s'attroupent devant l'usine en causant un peu plus haut que de coutume.

Quand au Parlement un député dévoile les abus révoltants qui sont perpétrés dans des industries où l'on vole les ouvriers comme dans un bois, le ministre doit

reconnaître que le parquet n'est pas armé pour réprimer ces abus. Le discours d'Anseele sur les abus dans les fabriques gantoises peut, à cet égard, être cité comme un exemple inoubliable de ce que vaut la législation entre les mains des riches.

Armée et police, justice et finance, administration et prisons, tout est au service des riches pour maintenir les ouvriers sous leur férule, pour réprimer leurs légitimes révoltes, pour éterniser le régime actuel.

Si les travailleurs veulent préparer leur émancipation intégrale, leur délivrance complète, il faut qu'ils se rendent maîtres de ces pouvoirs. Les ouvriers anglais mêmes se rendent de mieux en mieux compte de cette nécessité.

Le chômage qui va s'étendant et les crises qui se succèdent, conséquences des machines sans cesse perfectionnées, sont à combattre par des lois générales. Et loin de ne pas vouloir de politique, la classe laborieuse doit avoir sa politique internationale, mondiale, parce que le capitalisme est international dans son action et dans ses conséquences, parce que toute la production actuelle est soumise à la loi internationale de la concurrence.

Après quelques mois, une nouvelle invention américaine fait naître des crises de chômage en Europe.

La campagne menace la ville par ses longues journées de travail, et ses salaires de famine.

La Belgique est un redoutable concurrent pour l'Angleterre, et l'Orient : la Chine et le Japon, où les ouvriers mangent du riz et se contentent d'un salaire quotidien de 40 centimes, constitue un danger croissant pour la civilisation occidentale.

Les filateurs et les tisserands du Lancashire, où le sol tremble sous les secousses des broches et des rouages en mouvement, regardent avec terreur du côté du Japon où les cotonnières, fondées avec les capitaux anglais — quel patriotisme ! — naissent du sol comme des champignons, cherchant les bas salaires et les rentes élevées, menaçant la mère-patrie de ruine, de faim et de révolte.

Les fabricants gantois établissent leurs usines à Wetteren, à Waarschoot, à Sleydinghe, où l'on se contente de pain de seigle et de lait. Les Anglais, plus pratiques que leurs collègues flamands, s'établissent au Japon, où l'on se contente de riz.

Cockerill se déplace en Russie, où l'on travaille sous le régime du knout et de la déportation.

Si les états civilisés désirent maintenir leur rang, et ne veulent pas se laisser écraser par la concurrence effrénée, il faudra non pas des lois nationales, mais des lois internationales réglant le travail et déterminant les salaires.

Ainsi le socialisme apparait non seulement comme le sauveur de la classe ouvrière, mais il se présente comme le principe qui préservera la civilisation de la destruction, et la conduira au plus haut degré de développement.

Le Mouvement syndical en Angleterre

Le mouvement ouvrier en Angleterre se compose surtout des syndicats professionnels.

Il est bon et nécessaire que nos ouvriers belges connaissent ce mouvement dans ses grandes lignes, d'abord parce que la bourgeoisie nous le cite souvent en exemple, ensuite et surtout parce qu'il est réellement instructif.

Voici un aperçu succinct de la puissance des syndicats appelés « Trades-Unions » et des avantages qu'ils procurent à leurs membres. Nous appelons l'attention sur ce qu'ils ont obtenu pour la durée de la journée de travail, pour le salaire et pour l'inspection du travail.

Trades-Unions 1893 (1)

	Réserve	Revenu annuel	Membres
Mécaniciens	5.358.600	6.141.700	70.909
Chaudronniers	4.851.800	2.833.400	39.000
Tisserands	1.979.800	2.255.800	18,303
Cardeurs	110,800	765.400	12.465
Mouleurs	1.107.800	1.175.200	15,190
Ouvriers de machines à vapeurs	747.000	427.200	6.100
Machinistes	662.200	302.300	6.710
Menuisiers et charpentiers	1.975.200	2.473.000	37 588
Maçons	1.032.600	813.000	22.270
Tailleurs de pierres	250.000	553.400	16.238
Cordonniers et bottiers	1.007.100	733.500	42.524
Tailleurs	204.700	685.900	16.732
Typographes de Londres	542.600	488.900	9.434
Mineurs	6.342.300	5.915.900	144.822

Des chiffres aussi éloquents se passent de commentaires.

Nos compagnons découvriront immédiatement dans ces données le secret de la possibilité pour les Anglais d'organiser ces grèves gigantesques, qui durent des semaines et des mois avec calme et dignité, avec une parfaite confiance et l'assurance de pouvoir vivre.

Ce dernier point surtout est important, et le tableau suivant renseignera encore mieux nos lecteurs.

En temps de grève, la paye hebdomadaire est :

Pour les ouvriers imprimeurs de fr. 31,25.

Pour les typographes, les briquetiers, les tailleurs, les menuisiers, les charpentiers, les ébénistes de fr. 18.75.

Pour les chaudronniers de 15 francs.

Pour les métallurgistes de 20 francs.

(1) Quoique ces chiffres datent d'il y a dix ans, ils restent toujours d'actualité. Nous croyons d'ailleurs que depuis lors, la puissance des Trades-Unions s'est affermie.

Voici un court aperçu des avantages répartis aux membres des 14 principales Trades-Unions.

Nous prenons une moyenne :

Grève (par semaine)	fr.	18,75
Décès (en une fois)	»	250,00
Maladie (par semaine)	»	12,50
Pension (par semaine)	»	8,75
Accident de travail (une fois)	»	2.000,00
Chômage (par semaine)	»	12,50

Les dépenses consacrées à ces différentes fins se montaient, en 1892, à :

Grèves	fr.	11.682.275
Décès	»	3.044.970
Maladie	»	5.365.350
Pensions	»	2.663.300
Accidents de travail	»	449.600
Chômage	»	9.674.000

L'ensemble des Trades-Unions d'Angleterre dispose d'un revenu annuel de plus de 50 millions de francs et leur fonds de réserve atteint à peu près le même chiffre.

Il est vrai que pareils résultats ne s'obtiennent pas d'un coup. Tout le siècle assista aux efforts constants, aux valeureux combats des travailleurs anglais, qui durent plus d'une fois sceller de leur sang leur lutte pour de meilleures conditions de vie.

Ils se sont imposé — et s'imposent encore tous les jours — des sacrifices sans nombre.

C'est ainsi que les cotisations hebdomadaires des Trades-Unions varient entre 21 centimes et 2,50 fr. Mais ce ne sont là que des chiffres exceptionnels, le premier pour les petites Trades-Unions fondées récemment, le dernier pour les puissantes associations, celles des ouvriers imprimeurs par exemple, qui gagnent de très hauts salaires. Si l'on veut prendre une moyenne,, on peut certainement estimer à 75 centimes la cotisation hebdomadaire des Trades-Unions.

Mais ces sacrifices ne sont pas restés sans récompense.

En Angleterre, les conditions de vie de la classe

ouvrière organisée sont assurément meilleures que dans les autres pays de l'Europe.

Avant la loi de 1821, le travail dans les fabriques anglaises comportait 70 à 80 heures par semaine. La journée de travail était parfois de 14 heures. La situation était alors à peu près celle de la Belgique actuelle.

Aujourd'hui, l'on peut estimer la durée moyenne du travail à 9 heures par jour, soit 54 heures par semaine.

En 1850, les mouleurs anglais travaillaient 59 à 65 heures par semaine et les ouvriers mécaniciens 57 à 63 heures. Les deux métiers ne travaillent plus maintenant que 50 heures, pas une minute de plus.

Les menuisiers de Manchester travaillent 48 1/2 heures par semaine.

Dans toute l'Angleterre, les peintres travaillent 48 à 56 heures, les ciseleurs 47 heures, les peintres en navires 53 heures, les ouvriers du bâtiment en général 52 heures.

Les mineurs de South-Wales travaillent 8 heures, descente et montée comprises, et ceux de Durnham en sont déjà arrivés à 7,20 heures.

Ajoutons à cela que les salaires sont en général de 25 p. c. supérieurs aux nôtres, que le repos dominical est absolu et l'inspection de travail rigoureuse, et l'on se fera une idée assez nette des avantages que les travailleurs anglais ont su conquérir grâce à l'association.

Avec l'aide, et le dévouement de tous, nous pouvons et nous devons en arriver là.

Il est vrai, qu'on nous objecte les Trades-Unions, où soi-disant l'on ne fait pas de politique et que nous invoquons pourtant comme des modèles de puissance et d'organisation.

Ceux qui prétendent cela mentent sciemment et le premier Trade-Unioniste venu se rira d'eux.

Les Trades-Unions font bien réellement de la politique, vu qu'elles ont leur groupe à la Chambre des Communes, et un Comité parlementaire, chargé de la rédaction ou de l'examen des projets de loi qui doivent

être déposés au Parlement et concernent spécialement les ouvriers.

« Nous faisons tant de politique, nous disait Mawdsley au Congrès de Gand, qu'il ne se passe pas de jour sans qu'on ne rencontre dans les couloirs de la Chambre des directeurs de *Trades-Unions* qui viennent exercer de la pression sur les députés. Et si notre action politique n'est pas aussi ouverte et aussi directe que la vôtre, il faut en chercher la seule cause dans ce fait qu'en Angleterre les luttes électorales coûtent extrêmement cher et ne peuvent être menées que par les partis riches. »

Voilà ce que vaut l'argument des *Trades-Unions* écartant toute action politique.

Nous écrivions ceci en 1895. Depuis lors les évènements sont venus confirmer ce que nous écrivions et cela surtout pour l'Angleterre.

La conduite des Trades-Unions a changé. Jadis ils se rendaient au Parlement pour y rencontrer les députés et exercer de l'influence sur leur vote, quand il s'agissait d'une loi.

Cette façon indirecte de faire de la politique a été modifiée en une action plus directe, et les Trades-Unions essaient, autant que possible, d'envoyer leurs propres représentants au Parlement.

Ces élus s'y rendent avec un programme ouvrier bien déterminé, et ils sont liés par la discipline, qui se rencontre dans toute organisation sérieuse.

Sous ce rapport, le dernier Congrès à Newcastle a été très instructif. Un certain Rich. Bell, un chef des Trades-Unions, était l'objet de sévères et d'amères critiques, parce qu'il avait défendu des candidats libéraux.

Il a été dit à Richard Bell : C'est bon pour cette fois, mais ne recommencez pas; nous ne pourrions le tolérer.

L'expérience a enfin ouvert les yeux aux ouvriers de ce pays où le capitalisme atteint son plus grand développement, mais où la bourgeoisie est la plus intelligente du monde et où les syndicats professionnels ont atteint

la plus grande puissance. Le mouvement des syndicats professionnels mène la politique ouvrière pure, qui conduit d'une façon logique au socialisme.

La religion dans les syndicats professionnels

De la même façon que nous défendons ardemment l'introduction de la politique ouvrière dans les syndicats professionnels, nous sommes partisans d'écarter la religion de ces organisations.

Le motif en est simple.

La politique ouvrière est prédominante dans la lutte des prolétaires; la religion n'a rien à y voir.

Si nos adversaires peuvent nous prouver, au moyen de faits, qu'une prescription religieuse a exercé une influence quelconque sur les relations entre patrons et ouvriers, nous nous déclarons battus.

Nous demanderons et attendrons vainement cette preuve.

Le capitalisme est international dans son essence, dans sa formation, dans ses efforts.

Les capitalismes juif, protestant, chrétien et libre-penseur travaillent ensemble, fraternisent et sont d'accord pour exploiter, voler, tuer, sous la protection des lois des royaumes catholiques, des empires protestants, de la Russie schismatique comme de la République française libre-penseuse.

Ce fait brutal et indéniable est un argument péremptoire contre ceux qui prétendent faussement que le syndicat professionnel doit se reposer sur une base religieuse.

Nous pouvons dire, au contraire, que partout les ouvriers sont pauvres et opprimés.

Et s'il existe une différence, elle ne plaide certes pas en faveur des pays religieux et surtout catholiques.

La Flandre est la contrée la plus catholique, la plus religieuse du monde. Nulle part on ne rencontre pareille misère, d'autant moins compréhensible, que le sol est fertile, l'industrie développée et que les ouvriers sont les plus actifs du globe.

Prenons une ville comme Gand, par exemple. On y rencontre des patrons libéraux et cléricaux.

Les uns paient-ils plus que les autres ? Non !

Les règlements sont-ils meilleurs, plus humains chez le catholique que chez le libéral ? Non !

Y a-t-il un fabricant qui paie plus à ses ouvriers parce qu'il est catholique ou libre-penseur ? Non !

Peut-on constater une différence notable entre les fabricants religieux et anti-religieux ? Aucune !

Par-ci, par-là, on rencontre une exception qui vaut mieux, soit sous le rapport des salaires payés, soit sous celui de la conduite tenue envers les ouvriers. Mais ces exceptions se rencontrent aussi bien chez les catholiques que chez les libéraux libres-penseurs. Ce ne sont que des exceptions.

Le capitalisme, avec ou sans religion, est opposé aux ouvriers; c'est l'ennemi le plus redoutable, le plus grand danger qui menace la classe ouvrière en particulier, et la civilisation en général.

Une tactique méchante

Nos ennemis, les capitalistes catholiques, essaient, malgré la vérité indéniable de cette thèse, de grouper les ouvriers en syndicats professionnels catholiques.

C'est une œuvre mauvaise, criminelle, que nous combattrons, et qui fera naufrage.

Les syndicats professionnels chrétiens ont fait leur preuve.

Le drapeau des tisserands de jadis, benit annuellement dans des messes solennelles, auxquelles assistait tout le syndicat, portait ces mots : **Dieu et la loi.**

Les capitalistes disaient : « Nous prenons la loi, et nous vous laissons Dieu! » Dieu abandonnait les tisserands lorsqu'ils se révoltaient contre une diminution de salaire, et qu'on les traînait en prison, comme du bétail, lorsqu'on avait volé leur argent.

La fondation de syndicats catholiques n'a pas de raison d'être.

Leur fondation est une action illogique de la part des bourgeois cléricaux.

Ceux qui fondent des syndicats professionnels, composés exclusivement d'ouvriers, reconnaissent et affirment la lutte des classes.

Ils reconnaissent que les pauvres doivent être réunis, comme classe ouvrière, pour obtenir leur droit, le cas échéant par la lutte. Contre qui?

Evidemment contre la bourgeoisie.

Cela est si vrai, que M. Arthur Verhaegen se déclara adversaire, en pleine Chambre, des syndicats mixtes se composant de patrons et d'ouvriers, disant qu'un pareil essai condamnait ces syndicats à une mort certaine et prématurée.

Il avait raison, mais nous aussi, nous avons raison de dire que de cette façon les catholiques reconnaissent la lutte des classes, un des principes fondamentaux de notre lutte.

* * *

Le parti catholique reconnait donc l'existence de la lutte des classes.

Mais ils ne le fait que forcément. Sa tactique cache des pièges; elle est pleine de mauvaises intentions. Nous allons la démasquer et la montrer sous son vrai jour.

Pourquoi le parti catholique fonde-t-il des syndicats professionnels?

Pour permettre aux ouvriers catholiques de défendre leurs intérêts.

Très bien, mais pourquoi cela est-il nécessaire?

Les catholiques riches ne connaissent-ils pas leur devoir? Ignorent-ils les prescriptions de leur religion? Ne savent-ils pas que la retenue de salaire est un péché mortel?

Ne voient-ils pas que les longues heures de travail, les ateliers insalubres, les salaires bas, le travail précoce entraînent la pauvreté, l'ivrognerie, la lubricité, la déchéance intellectuelle et morale? Ils doivent le savoir et ils le savent.

Ils forment le gouvernement qui fait et défait les lois, qui dispose de plusieurs millions de revenus, de l'église, de l'instruction, d'un pape infaillible, d'un Dieu tout-puissant, de tout.

Toute force est entre leurs mains. Pourquoi la guerre est elle déchainée, quand ils disposent de tous les moyens pour faire régner la paix?

Ah! compagnons, c'est ici que l'hypocrisie, que le plan de trahison et de mort du mouvement ouvrier, tracé par les capitalistes catholiques, est mis en pleine lumière.

Les soi-disant syndicats professionnels chrétiens sont tout simplement *un moyen pour diviser les ouvriers,* pour morceler leur puissance.

Les catholiques ne veulent qu'une *force apparente,* pour affaiblir et détruire la véritable force du parti ouvrier.

Deux syndicats pour chaque métier, voilà ce qu'ils demandent.

Deux syndicats qui se combattent et qui se jalousent, voilà l'idéal des riches qui se servent de quelques ouvriers égarés et de quelques méchants pour atteindre leur but.

Ces syndicats professionnels chrétiens sont d'autant plus mauvais et dangereux, qu'ils ont été inspirés par les richards, par les ennemis de la classe ouvrière, qui, au moyen de préjugés et de mensonges, font naître la haine dans le cœur des membres, et profitent du moindre différend, pour enflammer et attiser cette haine.

Compagnons, vous qui faites la propagande à domicile, voilà le thème que vous devez comprendre, que vous devez développer chez ceux que vous visitez. Ils vous comprendront, et ils vous suivront.

La devise de tous ceux qui désirent sincèrement améliorer le sort des pauvres, et qui, avec ce but veulent aussi les moyens pour l'atteindre, doit être : « L'union de tous les travailleurs dans les syndicats professionnels, et en dehors de la religion.»

Conseils pratiques

Nous ne nous bornons pas à dire : ouvriers, unissez-vous! Nous ajoutons : apprenez à faire usage des syndicats et faites bien attention.

Beaucoup de sociétés très fortes s'affaiblirent et disparurent, faute de réflexion et de prudence.

Ce serait une profonde erreur, de croire que beaucoup d'argent et beaucoup de membres suffisent pour triompher toujours, et qu'on peut dès lors sans nul souci s'engager dans toute escarmouche.

Bien loin de là !

Qu'importe une armée riche en hommes sans des soldats bien dressés et disciplinés?

Qu'importe un couteau tranchant, quand en l'employant on se blesse soi-même?

Qu'importe un fusil à qui ne sait tirer?

Plus notre puissance est grande, plus nous devons nous en servir prudemment. En effet, plus nous sommes puissants, plus est grande la responsabilité qui pèse sur chacun de nous.

Il en est ainsi des syndicats. Ils ne peuvent entrer en grève qu'avec la prudence qui est nécessaire dans une bataille livrée entre deux armées.

Assurément, il ne manque pas de griefs aux ouvriers. Ils n'en ont que trop! Et tant que le vampire capitaliste vivra, ces griefs ne disparaîtront pas.

Mais il ne suffit pas en ce monde d'être dans son droit pour triompher : Il faut de plus la puissance nécessaire pour faire reconnaître ce droit.

Eh bien! cette puissance ne consiste pas seulement en argent (le nerf de la guerre!) et en soldats. Elle se rattache intimement à plusieurs autres circonstances, par exemple à *la situation de l'industrie.*

Les maçons et les peintres peuvent-ils entrer en grève vers la fin de l'été? Il est même superflu d'y répondre.

Peut-on déclarer la grève au moment où les magasins regorgent de fils et de cotons, où le patron arrête les

tours mécaniques, éteint les fourneaux et que les commandes font défaut? Ce serait aller inévitablement à l'encontre d'un échec, et ce serait donc un acte insensé.

Peut-on s'engager dans une nouvelle grève, quand une première a déjà épuisé ou notablement diminué les ressources pour résister? Pas davantage, car dans ce cas l'on ne s'expose pas seulement à une défaite, mais on court le risque de perdre ce que l'on gagnait antérieurement.

Il se présente ainsi des cas multiples, trop nombreux à mentionner, trop divers à prévoir.

Il est facile de se préserver de ces dangers.

Une grève ne peut être déclarée sur la seule décision de ceux qui y sont impliqués.

Ces ouvriers sont ordinairement irrités — et à bon droit! Ils considèrent exclusivement leurs seuls griefs, et agissent sous l'empire de la colère, qui est mauvaise conseillère.

C'est pourquoi il convient que les comités des syndicats soient prévenus, et ceux-ci pourront alors, avec tout le calme voulu, délibérer sur l'opportunité de la grève projetée, examiner toutes les chances et tous les périls.

Mais cela même n'est pas suffisant.

L'armée du prolétariat est une, et la délivrance de la classe laborieuse ne sera pas le fait d'un corps de métier mais de la masse.

Eh bien ! de même qu'un bataillon du 120e régiment de ligne en France ne peut déclarer la guerre à l'Allemagne, de même un de nos groupements ne peut entamer la lutte *sans que la classe ouvrière toute entière, représentée par les comités de ses fédérations, n'ait accordé son assentiment.*

Sous ces conditions seulement secourir devient un devoir moral pour tous, alors seulement la lutte présente les chances de réussite nécessaires.

D'ailleurs, les déclarations de grèves intempestives sont ordinairement désavantageuses.

Obtenir une amélioration quelconque au moyen de

la grève est beau, mais l'obtenir sans grève vaut mieux, car cela nous coûte moins de sacrifices et laisse intacte notre puissance.

C'est pourquoi *les négociations préalables,* menées avec tact et sagesse, ainsi que les tentatives de conciliation, sont hautement désirables.

Le premier avantage qu'on en retire est la sympathie du public, qui a beaucoup d'admiration pour des hommes courageux, mais qui en a tout autant pour des gens calmes et avisés.

Dans le cas où les négociations échouent, le public sait à qui imputer cet échec et comment établir les responsabilités de la situation.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que dans toute grève l'amour propre blessé joue un grand rôle. Certains patrons sont plus intraitables pendant la grève qu'avant. Ils ne veulent pas être amoindris aux yeux de leur classe, ils ne veulent point céder aux exigences de la racaille.

Pauvres sires ! Nous pouvons prédire que la marée montante des revendications prolétariennes donnera un terrible croc-en-jambe à leur fatuité de parvenus. Mais il ne s'en suit pas qu'il soit pour cela utile et désirable d'exciter ces messieurs de la haute et de s'engager dans des grèves qui, si elles coûtent beaucoup aux patrons, obligent aussi les ouvriers à de grands sacrifices.

En cela les ouvriers sauront montrer une fois de plus qu'ils sont meilleurs et plus sages que leurs maitres.

En un mot, d'abord les négociations, la mise en œuvre de tous les moyens de conciliation, et en même temps l'exposé du cas aux comités. Et alors seulement la lutte, quand elle présente aux travailleurs des chances réelles de succès et qu'elle est voulue par les patrons.

Le proverbe dit : *Si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre*. En d'autres termes : Plus les syndicats seront puissants, plus ils obtiendront par les moyens pacifiques, plus les patrons seront disposés à faire des concessions.

Se faire membre de son syndicat est bon, le rester est meilleur.

Après s'être fait membres de leur syndicat en un moment d'enthousiasme, plusieurs abondonnent les armes et retournent à leur indifférence première.

Il y a deux causes habituelles à ce phénomène. L'inconstance de la nature humaine y a sa part de responsabilité. Mais l'origine du mal est assurément l'illusion.

Beaucoup s'imaginent, en effet, qu'une fois affiliés à leur syndicat, impossible n'est plus français pour eux, et qu'en six semaines de temps le monde sera changé de face.

Payer leur cotisation pendant un an sans qu'une amélioration se produise, voilà ce qui dépasse leur entendement et leur patience.

Or, cette illusion est dangereuse. L'on ne change pas tout en un tour de main, et telle réforme profonde coûte souvent de longues années de lutte.

Ne paye-t-on d'ailleurs pas parfois pendant des années et des années des cotisations à une société de secours mutuels sans en retirer des bénéfices immédiats ! Faut-il pour cela désirer devenir malade ?

Attention donc, compagnes et compagnons ! Après avoir, peut-être, négligé votre devoir pendant de nombreuses années, il faut vous prémunir contre une impatience maladive, qui ordinairement gâte les choses au lieu de les aider.

Un second écueil à éviter sont les dissensions personnelles. Pierre quitte son syndicat parce qu'il est entré en dispute avec Paul.

Non-sens ! prétextes que tout cela !

Des chrétiens se querellent très souvent entre eux. Laissent-ils pour cela d'aller à l'église ? — Il faut qu'il en soit de même dans le Parti ouvrier.

Pierre ou Paul a tort contre Paul ou Pierre, c'est possible, mais le grand intérêt commun se trouve au-dessus de cela.

Si les chrétiens qui se querellent s'agenouillent religieusement devant le même Dieu, les travailleurs qui luttent pour le bien-être doivent d'enthousiasme et fidèlement suivre le même drapeau.

Conclusion

A l'œuvre, compagnons! A l'œuvre et continuons la propagande en faveur des syndicats professionnels.

Ils sont et ils restent les bataillons d'élite du parti socialiste.

Nous n'avons aucun danger à craindre, quand les ouvriers sont bien organisés. Nous ne pouvons nous égarer dans la politique, quand derrière nous se trouve l'armée des syndiqués avec leurs désirs, leurs exigences et leur puissance.

Les bourgeois éclairés qui se joignent à nous, seront des auxiliaires précieux quand la force collective des syndicats les soutiendra.

Tout danger est illusoire et vain, quand la classe ouvrière est bien organisée, sait bien ce qu'elle veut et le dit.

C'est pourquoi nous devons prêcher partout la réunion, encore la réunion et toujours la reunion.

La réunion est la baguette magique qui changera la face du monde.

Le danger menace. Ouvriers, garde à vous!

Au fur et à mesure que la puissance et la sagesse des ouvriers s'accroissent, la haine, la colère et la cruauté des bourgeois deviennent plus grandes.

Les événements de la Hollande prouvent ce qu'ose la classe règnante, quand elle voit que sa puissance, ses richesses volées sont en danger.

Et ce n'est qu'un commencement.

Mais nous avons l'espoir et nous mettons confiance dans la classe ouvrière. Nous sommes assurés de son triomphe. L'histoire plaide pour nous.

Compagnons, ce que vous devez maintenir à tout prix, c'est l'union entre les divers membres de la classe

ouvrière. La bourgeoisie est forte, puissante et instruite, mais elle est faible, négligeable et perdue, quand les prolétaires marchent la main dans la main.

Convertissez les indifférents, ranimez le courage des faibles et des hommes sans caractère, soyez sévères, mais honnêtes et bons pour les égarés qui nous tirent dans le dos.

Osez, voulez, compagnons! Vous deviendrez éloquents et convaincants.

Aimez votre classe de déshérités, et vous aurez le talent de la mère qui défend son enfant et de l'enfant qui défend sa mère.

Dans tout ouvrier se cache un socialiste. S'il ne le devient pas, nous en sommes en grande partie responsables.

Dans le socialisme git la délivrance.

Dans le programme du Parti ouvrier, qui veut une réglementation internationale de la journée de travail et entend mettre fin à l'anarchie actuelle de la production.

Dans notre programme, qui tend à remplacer la propriété individuelle des instruments de travail par leur appropriation collective, possession et exploitation communes, qui profiteront à tous, tandis qu'aujourd'hui tous les fruits du travail, toutes les inventions, toutes les découvertes, tous les perfectionnements vont enrichir une minorité privilégiée.

L'intervention de la loi dans la détermination des salaires et des conditions du travail est la première atteinte à la toute-puissance capitaliste.

Les réformes législatives seront toujours plus durables que les avantages extorqués par des grèves, parce qu'elles sont loi. Elles garantissent la paix en prévenant la guerre.

Le plus haut idéal de bien-être et de civilisation sera atteint un jour par la réalisation du programme collectiviste: posséder ensemble, jouir ensemble, la lutte des

classes ayant pris fin par la disparition des classes mêmes.

Tous pour un, un pour tous!

Travailleurs intelligents, hommes de bonne volonté, en avant pour cet idéal!

F. HARDYNS

Épilogue

Au moment où cette brochure revisée et complétée allait paraître, la grève générale se terminait en Hollande. Les lois de répression ont été votées, et le Parti ouvrier a succombé dans la lutte.

Quelle joie! Que de cris de triomphe dans les rangs de nos ennemis.

Ne jouissez pas trop vite, messieurs, et ne criez pas trop fort.

La leçon donnée aux ouvriers hollandais est dure et pénible, mais elle ne sera pas perdue.

En vous déclarant en bloc contre la classe ouvrière, vous lui avez montré l'union, qui mène au triomphe final.

Vous avez ouvert les yeux aux indifférents, vous avez réveillé ceux qui dormaient. Ils se tourneront contre vous.

L'intervention intempestive de l'Etat, a poussé le mouvement ouvrier dans la bonne direction; vous avez enlevé l'ivraie anarchiste du mouvement ouvrier.

Pas de politique! dorénavant ce cri sera considéré comme un non-sens. Et si par-ci par-là des fous ou des traîtres le poussent, ils prêcheront dans le désert.

Nos amis avaient prédit et prévu le résultat. Cependant ils ont lutté avec leurs compagnons, et fait leur devoir.

Ils ont suivi la classe ouvrière, et ils ont bien fait.

Plutôt tout que de délaisser sa classe en un pareil moment.

Les ouvriers hollandais sont battus, mais nos amis, le socialisme, sortent plus grands et meilleurs de la lutte.

Eux seuls ont vu clair, ont prédit la vérité. Leur prédiction s'est réalisée, mais ils ont fait leur devoir.

Que la réaction crie triomphe; sa joie sera de courte durée.

Cependant la conduite du gouvernement hollandais prouve la crainte qu'inspirent les syndicats professionnels, même lorsqu'ils sont relativement faibles, et neutres comme ceux de la Hollande.

Que ceci nous soit une indication qui nous montre comment nous devons renforcer les syndicats, et qui fixe toute notre attention sur le mouvement.

F. H.

APPENDICE

Comme complément à la présente brochure, nous croyons que nos lecteurs prendront volontiers connaissance de l'avis de Bebel au sujet de l'utilité des syndicats professionnels.

*
* *

L'ouvrier qui veut vivre est obligé de vendre au patron la seule marchandise qu'il possède : son travail. En compensation, il demande un salaire qui lui permettra de satisfaire à ses premiers besoins et à ceux de sa famille, s'il en a une. Mais on peut dire que l'ouvrier se vend, lorsqu'il vend son travail pour un temps déterminé. Il perd sa liberté, et c'est ce qui le distingue de tous les autres vendeurs de marchandises.

D'autre part, le prix de sa marchandise, comme celui de toute marchandise, dépend de l'offre et de la demande dans la branche où le travailleur cherche de l'occupation. L'intérêt du patron exige que le salaire soit aussi bas que possible pour une journée de travail aussi longue que possible ; l'intérêt de l'ouvrier demande au contraire les salaires les plus élevés pour les journées de travail les plus courtes qu'il soit possible d'obtenir ; les deux intérêts sont donc diamétralement opposés.

En réalité, les salaires élevés et les longues journées de travail ne se rencontrent pas ; ce sont les salaires bas qui correspondent aux longues journées de travail, et plus la durée de la journée de travail sera longue, plus les salaires seront bas. C'est là une loi sociale évidente, qui peut s'appuyer sur de nombreux exemples, pris dans la vie ordinaire. La cause de cette

situation, la voici : Lorsque la journée de travail normale de l'ouvrier est courte, celui-ci devient homme ; or, plus il est homme, plus il lui est possible de produire, et plus il peut produire, plus il aura de droits. Mais l'ouvrier seul est impuissant devant le patron. Toute tentative qu'il fera pour améliorer sa position, finira régulièrement par la défaite, et la privation de travail ne sera pas rare, à moins que l'ouvrier ne préfère se soumettre. Le seul moyen qui lui reste pour obtenir de meilleures conditions de travail et par conséquent une meilleure vie, c'est de se réunir avec ses camarades de la même profession. *Voilà pourquoi il est indispensable que tout travailleur fasse partie de son syndicat professionnel.*

Les syndicats professionnels tendent à obtenir : augmentation de salaire dans la mesure du possible ; réduction de la durée de la journée de travail ; suppression du travail extraordinaire ; augmentation de la rétribution de ce travail, s'il est prouvé qu'il est absolument indispensable ; protection judiciaire ; secours en cas de chômage forcé ; subsides pour voyager. Les syndicats partent en guerre contre la diminution de salaire et la prolongation de la journée de travail, en un mot, contre tout ce qui rend plus mauvaise la condition du travailleur.

D'un autre côté, les syndicats professionnels raffermissent le sentiment de solidarité, sans lequel aucun grand but ne saurait être atteint ; ils procurent les fonds nécessaires à la lutte et aux diverses grandes œuvres à réaliser ; ils préparent les grèves et les boycottages, lorsqu'il est avéré qu'il ne reste plus d'autres moyens pour obtenir satisfaction.

La tâche des syndicats professionnels sera plus légère, le but visé sera atteint plus facilement, lorsque les syndicats seront puissants, c'est-à-dire, lorsque plus d'ouvriers d'une même profession en feront partie, que la direction sera intelligente et que la caisse sera bien remplie. Leur force morale devient alors si puissante, que beaucoup de mesures vexatoires qui seraient prises sans les syndicats, ne sont pas même proposées. Rien

que l'existence des syndicats professionnels avertit déjà les patrons qu'il ne leur sera pas permis de dépasser certaines bornes.

Les ouvriers travaillent à la fabrique ou à l'atelier, sans distinction de conviction politique ou religieuse, sans distinction de nationalité ; les syndicats professionnels doivent donc admettre leurs membres sans avoir égard à la conviction politique ou religieuse, ou à la nationalité des travailleurs. *Réunir tous les ouvriers d'une même profession dans un même syndicat,* tel doit être le mot d'ordre, sinon les syndicats ne pourront remplir leur tâche, ou ne la rempliront que d'une manière imparfaite.

*
* *

Au sujet de la politique à suivre par les syndicats professionnels, Bebel s'exprime comme suit :

Je dis que la politique de parti et la politique religieuse doivent rester étrangères aux syndicats professionnels, mais je dis aussi qu'elles doivent s'occuper d'autant plus activement de la *politique ouvrière*, de la *politique de classe.*

END OF
TITLE